



## **COALITION AFRIQUE, NOTRE EAU, NOTRE DROIT** **PRISE DE POSITION**

13 Octobre 2021

Nous, représentants des organisations de la société civile et syndicats qui travaillent dans le cadre de la justice en matière de l'eau à travers le continent, nous opposons à la privatisation de l'eau en Afrique, sous n'importe quel prétexte.

En référence à la semaine Africaine d'action contre la privatisation de l'eau du 11 au 15 Octobre nous affirmons ce qui suit:

- ◆ Conformément à la déclaration du Comité des Nations Unies sur les Droits Économiques et socioculturels, «Le droit à l'eau tombe dans la catégorie des garanties essentielles pour sécuriser un niveau de vie adéquat, surtout parce que c'est une condition fondamentale à la survie.»<sup>1</sup>
- ◆ L'eau, les infrastructures et les services en matière de l'eau devraient être abordables pour tous - selon les Nations Unies, le coût de l'eau ne doit pas dépasser 3% du revenu des ménages.<sup>2</sup>
- ◆ L'eau saine est un droit humain, et cela doit être pris en compte par les gouvernements à travers le continent.
- ◆ L'eau ne devrait pas être contrôlée ou gérée par les entreprises à des fins d'intérêt privé, surtout si cela est au détriment des populations.
- ◆ Les gouvernements doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour respecter leurs obligations de protection de ces droits des populations.
- ◆ Le manque d'accès à l'eau a de graves implications pour les communautés pauvres, les femmes, les filles et les couches les plus vulnérables de notre société.
- ◆ Selon l'UNICEF et l'OMS, 2.2 milliards de personnes - dont la plupart en Afrique - n'ont pas accès aux services en eau potable pendant que le double n'a pas accès aux services d'hygiène.<sup>3</sup> Ceci a pour conséquence la prolifération de maladies qu'on pouvait bien prévenir et qui malheureusement affectent des millions de personnes. Ceci est une triste réalité.
- ◆ La privatisation sur quelque déguisement que ce soit, mine de façon consistante, la capacité des pauvres d'accéder à ces services et n'arrive pas à résoudre le problème d'accès à l'eau.
- ◆ Le mythe de la privatisation de la Banque Mondiale a donné l'occasion aux entreprises de tirer parti du contrôle des ressources en eau sur lesquelles dépendent les pays africains au détriment des populations.
- ◆ Nous partageons les opinions du Dr. Gro Harlem Brundtland, ancien Directeur Général de L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et Sergio Vieira de Mello, ancien Haut-Commissaire des Droits Humains, pour qui « Le droit à l'eau attribut à tout un chacun le droit à une eau potable en quantité suffisante, abordable et physiquement accessible et il doit en jouir sans discrimination de sexe.»<sup>4</sup>

1 United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights, General Comment No. 15, 2003

2 United Nations, Global Issues: Water, <https://www.un.org/en/global-issues/water>

3 World Health Organization and UNICEF, "Progress on drinking water, sanitation and hygiene: 2000-2017: Special focus on inequalities," 2019

4 *The Right to Water*, World Health Organization, 2003, pg. 3

- ◆ Les femmes, les communautés marginalisées, et les vulnérables doivent prendre part au processus de prise de décision qui cherche à augmenter l'accès à l'eau et à combler les inégalités sociopolitiques et économiques qui sont inhérentes au système qui est actuellement en place.

## **Nous lançons cet appel:**

### **Aux pays Africains**

- ◆ Rejeter toute forme de contrôle par les entreprises de l'eau et toute privatisation des services en eau, y compris les soit disants « partenariats publics -privés. »
- ◆ Vous tenir à votre obligation de respecter, protéger et remplir votre engagement en rapport avec le droit à l'eau de toutes les populations en donnant priorité à un investissement conséquent et assurer la participation du public à la gouvernance en matière de l'eau( avec un accent particulier sur ceux qui sont marginalisés dans le processus de prise de décision ,notamment les femmes, les personnes à faibles revenus et les populations rurales), et consacrer le droit humain dans la législation en matière de l'eau.
- ◆ Respecter et protéger les moyens d'existence des travailleurs en assurant des conditions de travail sécurisées, la protection contre les représailles pour fait de revendications, et des investissements conséquents dans leurs salaires et fonds de retraite en adéquation avec les efforts de service publics qu'ils consentissent régulièrement dans le cadre de leur travail quotidien.
- ◆ Ne pas céder aux pressions internationales des institutions financières et des sociétés privées de l'eau et autres acteurs financiers pour commercialiser le secteur de l'eau, mais plutôt assurer l'accès universel à l'eau sans tenir compte de la capacité de payer le prix.
- ◆ Interdire aux agents publics d'occuper des postes dans l'industrie privée de l'eau pendant 10 ans avant et après leur mandat dans le secteur public pour éviter un pantouflage ou un conflit d'intérêts.

### **Aux Sociétés Privées d'eau**

- ◆ Arrêter toutes les tentatives de privatiser les systèmes d'approvisionnement en eau de l'Afrique, y compris par le biais de soi-disant « partenariats public-privé », car ils constituent une menace directe pour notre droit humain à l'eau.
- ◆ Rendre le contrôle de tous les contrats et actifs privés existants sur l'eau au secteur public.
- ◆ Retirer toute contestation judiciaire existante contre les Etats pour des décisions prises dans l'intérêt public et cesser l'utilisation la menace ou la menace d'une action de règlement des différends investisseur-État (ISDS) car elle porte atteinte à la souveraineté de l'Etat et la capacité de régler dans l'intérêt public.
- ◆ Cesser de porter atteinte au droit humain à l'eau en concluant des accords à huis clos avec les Etats.

### **Aux Organisations et Institutions financières Internationales les Agences et Banques de Développement Multilatérales/Bilatérales**

- ◆ Arrêter de pousser à la privatisation, la commercialisation, et la financiarisation des États Africains à travers des services des conseils, les prêts et les subventions ou autres programmes.
- ◆ Se départir de toutes les sociétés d'eau privées et mettre fin à tout soutien financier à l'industrie privée de l'eau, y compris par le biais d'intermédiaires financiers, car cela représente un conflit d'intérêts flagrant.
- ◆ Arrêter la promotion de la privatisation de l'eau, y compris les soi-disant « partenariats public-privé », étant donné les antécédents bien documentés de l'industrie privée de l'eau en matière de violations des droits de l'homme et du travail.
- ◆ Instituer des droits d'accise sur la privatisation des services essentiels de toutes les initiatives de relance et plans à long terme liés au COVID-19.
- ◆ Mettre une fin aux efforts visant à imposer le programme néolibéral d'austérité, de déréglementation et de privatisation aux Etats, étant donné les impacts dévastateurs de ce modèle sur la santé publique, l'environnement, les travailleurs et les droits humains.
- ◆ Procéder immédiatement à l'annulation et sans condition de la dette des Etats confrontés à des crises de dette souveraine, en particulier lorsque cette dette est liée à des prêts du secteur de l'eau.
- ◆ Cesser d'entraver la capacité des Etats à lever les recettes fiscales nécessaires pour investir dans les services essentiels et remplir leurs obligations en matière de droits humains.

### **Aux organismes intergouvernementaux régionaux**

*L'Union Africaine, la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest, la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale, la Communauté des Etats d'Afrique de l'est, la Communauté des Etats d'Afrique Australe entre autres*

- ◆ Encourager la solidarité régionale et la collaboration en apportant un appui au partenariat Public-Public dans le secteur de l'eau et les autres services de base.
- ◆ Intervenir lorsque le droit à l'eau est menacé dans vos états membres avec des solutions financières et des actions diplomatiques.

### **COALITION AFRIQUE, NOTRE EAU, NOTRE DROIT**

**African Center for Advocacy, Cameroon**

**Amalgamated Union of Public Corporation Civil Service and Recreational Service Employees (AUPCTRE), Nigeria**

**Biodiversity and Biosafety Association of Kenya (BIBA), Kenya**

**Centre de Recherche et d'Action sur les Droits Economiques Sociaux et Culturels (CRADESC), Senegal**

**Confédération de Syndicats Autonomes du Sénégal, Senegal**

**Corporate Accountability & Public Participation Africa (CAPPA), Nigeria**

**Corporate Accountability, International**

**Génération Eau Claire, Gabon**

**Integrated Social Development Centre (ISODEC), Ghana**

**Justiça Ambiental Moçambique, Mozambique**

**Public Services International, International**

**Public Utility Workers' Union of Trades Union Congress, Ghana**

**Syndicat National Autonome des Travailleurs de l'Energie et de l'Eau du Cameroon (SYNATEEC), Cameroon**

**Uganda Coalition for Sustainable Development, Uganda**

**Uganda Public Employees Union, Uganda**

**Union of Kenya Civil Servants, Kenya**

### **Approuvé par:**

1for3.org, USA

350 Seattle, USA

Advocacy Coalition for sustainable Agriculture, Uganda

Africa Education Watch, Ghana

Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN), International

African Center for Advocacy, Cameroun

Alliance for Water Justice in Palestine, USA

Amalgamated Union of Public Corporations Civil Service Technical and Recreational Services Employees, Nigeria

Ambiente, Desarrollo y Capacitación (ADC), Honduras  
AMOCA, Moçambique  
ASEED, The Netherlands  
Asha Parivar, India  
Asogapa, Colombia  
Associação UKULA, Moçambique  
Association des Jeunes Volontaires pour l'environnement , Cameroun  
Association For Promotion Sustainable Development, India  
Ayni Institute, USA  
Biodiversity and Biosafety Association of Kenya , Kenya  
Blue Planet Project, International  
Cadre de Concertation sur la Réforme des Services de Sécurité et la Justice (CCRSSJ),  
République Démocratique du Congo  
Center for Sustainable Community Development (SCODE), Vietnam  
Centre for Environmental Justice Togo, Togo  
Centre for Research and Advocacy Manipur , International  
Centro de Jornalismo Investigativo, Mozambique  
Centro di Volontariato Internazionale (CeVI), Italy  
Christian Fellowship and Care Foundation, Nigeria  
Civil Rights Activism Centre (CRAC), South Africa  
CNS, UK  
Codesa, Moçambique  
Comite Ecumenico Para o Desenvolvimento Social - CEDES, Moçambique  
Community Action Works, USA  
Comoserpopayán, Colombia  
Coordination EAU Île-de-France, France  
Corporate Accountability, International  
Corporate Accountability & Public Participation Africa, Nigeria  
Earth Thrive, Europe  
Eau Secours 34, France  
Educar Consumidores, Colombia  
EMPOWER INDIA, India  
End Water Poverty, UK  
Environmental Defender Law Center, USA  
Environmental Rights Action/ Friends of the Earth Nigeria (ERA/FoEN), Nigeria  
Fannie Lou Hamer Institute, USA  
Federacion de Trabajadores del agua Potable del Perú (FENTAP), Perú  
Femmes Côte d'Ivoire Expérience (FCIEX), Côte d'Ivoire

Fenceline Watch, USA  
Firelight Foundation, USA  
Fondation Danielle Mitterrand, France  
Food & Water Action Europe, Europe  
Food & Water Watch, USA  
Foundation for the Conservation of the Earth (FOCONE), Nigeria  
Frente de lucha ambiental Delia Villalba, Uruguay  
Frontera Water Protection Alliance, USA  
Grupo Semillas, Colombia  
GSB, Moçambique  
IDEALSAFRICA, Uganda  
Institute of the Black World 21st Century, USA  
Institute of Church and Society, Ibadan (CCN), Nigeria  
International Movement of Catholic Students (IMCS) Pax Romana, Asia Pacific, The Philippines  
International Movement of Catholic Studnets IMCS Pax Romana Pan African Coordination, Africa  
International Student Environmental Coalition, Cameroon  
Joint Action Front, Nigeria  
Jornal Ikweli, Moçambique  
Jubilee Scotland, UK  
Justiça Ambiental, Moçambique  
Justiça Global, Brasil  
Kalangala District NGO Forum, Uganda  
Katleb Engineering and Building Contractors Ltd, Uganda  
Koyenum Immalah Foundation, Nigeria  
Ladlad Caraga Inc., The Philippines  
Legal Resources Centre, South Africa  
Les Amis de la Terre-Togo, Togo  
Media Alliance, USA  
Municipal Services Project, Canada  
Nataraj Family Foundation, USA  
National African American Reparations Commission, USA  
National Coalition for Education India (NCE), India  
National Fisheries Solidarity, Sri Lanka  
North-East Affected Area Development Society (NEADS), India  
PAIRVI, India  
Participatory Research Action Network (PRAAN), Bangladesh

Peace and Development Projects (PEDEP), Nigeria  
Pittsburgh United, USA  
Possible Futures, The Philippines  
Resource Generation Philly, USA  
Revenue Mobilization Africa (RMA), Ghana  
RIGHTS Foundation, Indonesia  
RISC, Moçambique  
Rural Development Media & Communication, Uganda  
SETEM Catalunya, Spain  
Small Planet Institute, USA  
Social Action International, Nigeria  
Socialist Party, India  
SODECA, Kenya  
Solidaire Network, USA  
South Worcestershire Methodist Churches, UK  
Sudanese Community Malta, Malta  
The Artivist Network, Malaysia  
The Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, France  
The Karibu Foundation, Norway  
Thubutu Africa Initiatives (TAI), Tanzania  
Transnational Institute, Belgium  
Uganda Coalition for Sustainable Development / East African Sustainability Watch Network,  
Uganda  
UNESCO Inclusive Policy Lab | People of African Descent & the SDGs E-Team, Europe  
Uprooted & Rising Boston, USA  
Walking Water, USA  
Water Citizens Network, Ghana  
Windrose Fund, USA  
Women's Leadership Centre, Namibia  
YOUNG WOMEN DESTINATION, Rwanda